**République française**

**Commune de Montbizot**

Séance du 30 janvier 2024

**L’An deux mil vingt-quatre, le trente janvier à vingt heures**

**Le Conseil Municipal, dûment convoqué, s’est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Alain BESNIER, Maire.**

**Étaient présents :** M. Alain BESNIER, Mme Brigitte GAIGNARD, Mme Pascale LERAY, M. Yohann PIERRE, M. Dominique ANDRÉ, M. Eugène BESNARD, Mme Stéphanie CANTIN, M. Pierre DELAHAIE, Mme Alice JEANNE, M. Richard MAREAU,

**Absents excusés** : M. Laurent CAURET (procuration donnée B GAIGNARD), M. Daniel ALAIN (procuration donnée E BESNARD), M. Eric VÉRITÉ (procuration donnée A BESNIER), M. Laurent BOBOUL (procuration donnée R MAREAU), Mme Caroline ÉVRARD (procuration donnée A JEANNE), Mme Aurélie JAMIN (procuration donnée P LERAY), Mme Béatrice OLIVIER (procuration donnée Y PIERRE), M. José SAMPAIO-COELHO (procuration donnée D ANDRÉ),

**Secrétaire de séance :** Mme. Brigitte GAIGNARD,

Convocation : 24/01/2024

Date affichage : 31/01/2024

1. **Approbation du compte rendu du 12 décembre 2023**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité

**APPROUVE** le compte-rendu du 12 décembre 2023

1. **Décisions du Maire :**

Le Maire informe le conseil municipal des décisions prises depuis le dernier conseil municipal :

* Décision n°031-2023 du 14/12/2023 : Attribution du Marché Etudes Pré-Opérationnelles au réaménagement dt Développement de la Base de Loisirs de la Commune de Montbizot
* Décision n°032-2023 du 19/12/2023 : RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION - DIA07220523Z0031 RECUE EN MAIRIE LE 18/12/2023 284 route de Teillé – 4 190 m²
* Décision n°033-2023 du 22/12/2023 : RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION - DIA07220523Z0032 RECUE EN MAIRIE LE 20/12/2023 5 rue de Maréchal Leclerc – 364 m²
* Décision n°034-2023 du 05/01/2024 : RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION - DIA07220523Z0033 RECUE EN MAIRIE LE 28/12/2023 au lieu-dit Le Rocher – 2 573 m²
* Décision n°001-2024 du 09/01/2024 : RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION - DIA07220524Z0001 RECUE EN MAIRIE LE 06/01/2024 16 rue Manchette – 774 m²

Le conseil municipal approuve à l’unanimité les décisions prises

1. **Délibération N° DEL-24-001** **Régime indemnitaire**

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel,

Vu la délibération 2022-035 du 11 juillet 2022

Vu l’avis du Comité Social Territorial en date du 23 janvier 2024 : favorable

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu’il appartient à l’assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d’attribution des indemnités, il est proposé à l’assemblée délibérante d’instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Considérant qu’il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Propose au Conseil d’adopter les dispositions suivantes :

*ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L’ENSEMBLE DES FILIERES*

Les Bénéficiaires

Sont susceptibles de bénéficier du régime indemnitaire (IFSE et CIA) tel que défini dans la présente délibération :

* Les agents titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
* Les agents stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
* Les agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

Les agents de droit privé ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération.

PARTS ET PLAFONDS :

LE RIFSEEP se compose :

* d’une part obligatoire, l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l’agent
* et d’une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d’une année sur l’autre puisque lié à la manière de servir de l’agent

En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale maintient, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RISFEEP, jusqu’à un éventuel changement de poste de l’agent, une réévaluation de ses fonctions et jusqu’à l’éventuelle abrogation de cette disposition lors d’une délibération ultérieure.

Le plafond de la part fixe et le plafond de la part variable sont déterminés selon le groupe de fonctions défini conformément aux dispositions de l’article 3 de la présente délibération. En application de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, la somme des deux parts ne peut dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Modalités d’attribution individuelle

Le montant individuel attribué au titre de l’IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l’autorité territoriale, par voie d’arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

L’I.F.S.E. et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

* la prime de fonction et de résultats (PFR),
* l’indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
* l’indemnité d’administration et de technicité (I.A.T.),
* l’indemnité d’exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
* la prime de service et de rendement (P.S.R.),
* l’indemnité spécifique de service (I.S.S.),
* la prime de fonction informatique
* L’indemnité de responsabilité des régisseurs

L’I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

* l’indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
* les dispositifs d’intéressement collectif,
* les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
* les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …),
* la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

*ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L’IFSE*

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d’une part, et sur la prise en compte de l’expérience accumulée d’autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions définis selon les critères suivants :

* **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
* **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
* **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Ils sont définis selon les critères suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères 1** | **Critères 2** | **Critères 3** |
| **Fonction d’encadrement,****de coordination****de pilotage ou de conception** | **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions** | **Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel** |
| → Responsabilités plus ou moins lourdes en matière d’encadrement ou de coordination d’une équipe, → Elaboration et suivi de dossiers stratégiques → Conduite de projets. | → Valoriser l’acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l’agent | → Contraintes particulières liées au poste : physiques, responsabilités prononcées, lieux d’affectation, … |

CONDITIONS DE VERSEMENT

**L’IFSE** fera l'objet d'un versement mensuel. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet…

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de **l’IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

* En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d’encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
* A minima, tous les 4 ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l’agent ;
* En cas de changement de cadre d’emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Modulation de l’IFSE du fait des absences

Concernant les indisponibilités physiques, l’I.F.S.E. sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

* Congés annuels
* Congés de maternité, de paternité et d’adoption
* Congés de maladie ordinaire
* Congés pour accident, de service, ou maladie professionnelle

Il sera suspendu dans les cas suivants :

* Congés de longue maladie, grave maladie
* Congés de longue durée

Il sera proratisé à la durée effective de service en cas de temps partiel thérapeutique

En effet, ***le maintien du régime indemnitaire ne peut pas être plus favorable que pour les agents de la FPE****, conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, le régime indemnitaire à l'Etat suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service / maladie professionnelle ou imputable au service).*

*Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, paternité, adoption.*

*Il est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie.*

*En cas de temps partiel thérapeutique, les primes et indemnités suivront le même sort que le traitement.*

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L’evolution des competences

**L’IFSE pourra être modulé en fonction de l’expérience professionnelle, selon les critères suivants** :

– L’élargissement des compétences

– L’approfondissement des savoirs

– La consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste

L’expérience professionnelle sera appréciée au regard des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères de valorisation** | **Indicateurs de mesure** |
| **Capacité à exploiter l’expérience acquise (quelle que soit l’ancienneté)** | Mobilisation des compétences/réussite des objectifs Initiative – force de propositionDiffuse son savoir à autrui |
| **Formations suivies (en distinguant ou non selon le type de formation)** | Niveau de la formation – nombre de jour de formation réalisés – préparation aux concours – concours passés |
| **Parcours professionnel avant la prise de fonctions : diversité /mobilité****Prise en compte possible à partir d’une certaine importance, sur le plan de la durée et /ou de l’intérêt du poste** | Nombre d’annéesNombre de postes occupésNombre d’employeursNombre de secteurs |
| **Connaissance de l’environnement de travail (fonctionnement de la collectivité, relations avec les partenaires extérieurs, relations avec les élus, …)** | Appréciation par le responsable hiérarchique lors de l’entretien professionnel |

L’autorité territoriale déterminera par arrêté le montant de l’IFSE attribué à chacun des agents en fonction de la classification de son emploi dans les groupes de fonctions et de l’expérience professionnelle appréciée selon les critères et indicateurs fixés ci-dessus.

Nombre de groupes de fonctions

Au regard de l’organigramme, des fiches de postes et des critères définis ci-dessus, il est proposé de fixer par catégories hiérarchiques les groupes de fonctions suivants.

Catégorie A : 0

Catégorie B : 1

Catégorie C : 2

*ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DU CIA*

Le complément indemnitaire (part variable) tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d’évaluation professionnelle :

* La réalisation des objectifs
* Le respect des délais d’exécution
* Les compétences professionnelles et techniques
* Les qualités relationnelles
* La capacité d’encadrement
* La disponibilité et l’adaptabilité (contribution à l’action du service : disponibilité, adaptabilité…)

Ces critères seront appréciés en lien avec l’entretien d’évaluation professionnellede l’année N -1

CONDITIONS DE VERSEMENT

**Le CIA** fera l'objet d'un versement annuel. Non reconductible automatiquement d’une année sur l’autre. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet…

*ARTICLE 4 : CONDITION D’ATTRIBUTION DE L’IFSE et DU CIA*

* ***Catégories A***

|  |  |
| --- | --- |
| **ATTACHES** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Directeur général des services*  | 17 480 | 2 380 | 19 860 | 8 500 | 900 | 9 400 |

* ***Catégories B***

|  |  |
| --- | --- |
| **REDACTEURS** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Directeur général des services*  | 17 480 | 2 380 | 19 860 | 8 500 | 900 | 9 400 |

* ***Catégories C***

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS ADMINSITRATIFS** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Ex : chef d’équipe, sujétions, qualifications* | 11 340 | 1 260 | 12 600 | 5 700 | 900 | 6 600 |
| Groupe 2 | *Ex: Agent d’exécution, agent n’exerçant pas de fonction d’encadrement* | 10 800 | 1200 | 12 000 | 2 000 | 900 | 2 900 |

|  |  |
| --- | --- |
| **AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Ex : Encadrement de proximité, sujétions, qualifications, …* | 11 340 | 1 260 | 12 600 | 5 700 | 900 | 6 600 |
| Groupe 2 | *Ex: Agent d’exécution* | 10 800 | 1200 | 12 000 | 2 000 | 900 | 2 900 |

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS TERRITORIAUX D’ANIMATION** | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Ex : Encadrement de proximité, sujétions, qualifications, …* | 11 340 | 1 260 | 12 600 | 5 700 | 900 | 6 600 |
| Groupe 2 | *Ex: Agent d’exécution* | 10 800 | 1200 | 12 000 | 2 000 | 900 | 2 900 |

|  |  |
| --- | --- |
| **ADJOINTS TECHNIQUE TERRITORIAUX**  | **MONTANTS ANNUELS** |
| **Groupe** | **Fonctions** | **Montants plafonds FPE** | **Montants plafonds retenus par la collectivité** |
| **IFSE** | **CIA** | **Total** | **IFSE** | **CIA** | **total** |
| Groupe 1 | *Ex : Chef d’équipe, Encadrement de proximité, sujétions, qualifications, …* | 11 340 | 1 260 | 12 600 | 5 700 | 900 | 6 600 |
| Groupe 2 | *Ex: Agent d’exécution* | 10 800 | 1200 | 12 000 | 2 000 | 900 | 2 900 |

*ARTICLE 5 : MAINTIEN A TITRE PERSONNEL*

Le montant mensuel dont bénéficiait l’agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

*ARTICLE 6 : DATE D’EFFET*

La présente délibération prendra effet au 1er août 2022 (Au plus tôt à la date de transmission de la délibération au contrôle de la légalité et à celle de la publication).

*ARTICLE 7 : DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME INDEMNITAIRE EXISTANT*

Cette délibération abroge les délibérations antérieures susvisées, relatives au régime indemnitaire.

*ARTICLE 8 : CREDITS BUDGETAIRES*

***Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, accepte à l’unanimité:***

* **De rapporter** la délibération 2022-035 du 11 juillet 2022
* **D’approuver** l’IFSE et le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus,
* **D’approuver** que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence,
* **D’inscrire** les crédits correspondants dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget
* **De maintenir** aux personnels le montant indemnitaire plus favorable qu’ils percevaient mensuellement avant le déploiement du RIFSEEP
1. **Délibération N° DEL-24-002 Tableau des Emplois**

M. le Maire propose :

- d’augmenter le temps de travail du poste d’adjoint administratif à temps non complet de 25h30 à 28h.

- d’ouvrir un poste d’attaché principal pour l’annonce de recrutement du secrétaire général

- d’ouvrir un poste d’apprenti

- de transformer au 01/04/2024 le poste d’ATSEM 2ème classe temps non complet de 28h25 en ère classe temps non complet 28h25

Le tableau des emplois sera modifié en fonction.

|  |
| --- |
| TABLEAU DES EFFECTIFS  |
| **CADRES OU EMPLOIS** | **CAT**  | **POSTE POUVU AU** | **POSTE VACANT AU** | **POSTE POUVU AU** | **POSTE VACANT AU** | **POSTE AU**  | **DUREE HEBDOMADAIRE NBRE HEURES** |
| **16/11/2023** | **16/11/2023** | **30/01/2024** | **30/01/2024** | **01/04/2024** |
| FILIERE ADMINISTRATIVE  |   |   |   |   |   |   |   |
| *ATTACHE PRINCIPAL* | *A* |  |  | *0* | ***1*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| *ATTACHE* | *A* | *0* | *1* | *0* | ***1*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| *REDACTEUR PPAL 1ERE CLASSE* | *B* | *1* | *0* | *1* | ***0*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| *REDACTEUR PPAL 2d CLASSE* | *B* | 0 | 1 | 0 | ***1*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| *REDACTEUR* | *B* | 0 | 1 | 0 | **1** | **1** | ***1 poste à 35h*** |
| ADJOINT ADM TER | C | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 35h |
| PPAL DE 1ère CLASSE  |
| ADJOINT ADM TER | C | 1 | 0 | 0 | **1** | **1** | 1 poste à 35h |
|   |   |   | 0 | **1** | **1** | 1 poste à 28h |
| PPAL DE 2d CLASSE | 0 | 1 |   |  |  | ~~1 poste à 25h30~~ |
| ADJOINT ADM TER | C | 0 | 1 | 0 | **1** | **1** | 1 poste à 17h30 |
| 0 | 1 | 0 | **1** | **1** | 1 poste à 35h |
|   |   | **1** | **0** | **1** | 1 poste à 28h |
| 1 | 0 |   |  |  | ~~1 poste à 25h30~~ |
| FILIERE TECHNIQUE  |   |   |   |   |   |   |   |
| ADJOINT TEC TER | C | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 35h |
| PPAL DE 1ère CLASSE  |
| ADJOINT TEC TER | C | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 35h |
| PPAL DE 2d CLASSE | C | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 25h |
| ADJOINT TECHNIQUE | C  | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 16h |
| 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 31h30 |
| 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 32h |
| 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 26h |
| 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 5 postes à 35h |
| 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 23h |
| *AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL* | *C* | *0* | *1* | *1* | ***0*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| *AGENT DE MAITRISE* | *C* | *0* | *1* | *0* | ***1*** | ***1*** | ***1 poste à 35h*** |
| FILIERE ANIMATION  |   |   |   |   |   |   |   |
| ADJOINT TER D’ANIMATION  | C | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 postes à 28h00 |
| PPAL DE 1ère CLASSE  |
| ADJOINT TER D’ANIMATION  | C | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 postes à 17h00 |
|   | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 7h30 |
| FILIERE SOCIALE  |   |   |   |   |   |   |   |
| AGENT SPECIALISE PPAL DE 1ERE CLASSE DES ECOLES MATERNELLES  | C | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 35h |
| 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 28h15 |
|   |   |   |   | 1 | 1 poste à 28h15 |
| *AGENT* SPECIALISE PPAL DE 2EME *CLASSE DES ECOLES MATERNELLES* | *C* | *1* |  | 1 | 0 | 0  | 1 poste à 28h15 |
|   |   | 19 | 12 | 18 | 14 | 32 |   |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **EMPLOI DE DROIT PRIVE** |  |  |  |  |  |  | **DUREE HEBDOMADAIRE NBRE HEURES** |
|  |
| *Contrat aidé (CAE)* |  | *0* | *1* | 0 | 1 | 1 | 1 poste à 35h |  |
| Apprenti |   |   |   |   |   | 1 | 1 poste à 35h |  |

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l’unanimité

- d’augmenter le temps de travail du poste d’adjoint administratif à temps non complet de 25h30 à 28h.

- d’ouvrir un poste d’attaché principal pour l’annonce de recrutement du secrétaire général

- d’ouvrir un poste d’apprenti

- de transformer au 01/04/2024 le poste d’ATSEM 2ème classe temps non complet de 28h25 en ère classe temps non complet 28h25

- d’ouvrir un poste d’apprenti

1. **Délibération N° DEL-24-003** **Tarifs 2024**

Le Maire informe le conseil municipal des propositions tarifaires 2024

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **2023** | **2024** |
| **LOYERS** |   |   |
| évolution indice de références des loyers 2ème Trimestre | **3.50%** |   |
| **tarif au 1er janvier** |  |  |
| -loyer 1 place de l'Eglise (logement A) |  400.16 €  | 414.17 |
| -loyer 1 place de l'Eglise (logement B) |  476.73 €  | 493.42 |
| - loyer 20 rue Paillard Ducléré |  479.22 €  | 495.99 |
| - loyer 29 rue Albert Lucas (gratuité accueil Ukraine) |  596.91 €  | 595.88 |
| **tarif révisable au 23 mai 2022 pour 3 ans** |  |  |
| *- loyer 3 rue Albert Lucas bail commercial (du23/05/2016 au 22/05/2025)* |  *320.04 €*  |  *320.04 €*  |
| **Provisions Charges mensuelles (Chauffage)** |  |  |
| (la régularuisation intervient en fin de saison de chauffe) |   |   |
| local commercial coiffeur |  35.00 €  |  36.00 €  |
| autres |  110.00 €  |  110.00 €  |
| **Locations Mensuelles** |  |  |
| Location des garages communaux (4) |  36.00 €  |  36.50 €  |
| **Locations Annuelles** |  |  |
| Emplacement acquitté par les propriétaires de taxi |  53.00 €  |  54.00 €  |
| Droit de place pour utilisation du domaine public par le café "Le Paradge"  |  56.00 €  |  57.00 €  |
| Droit de place pour utilisation du domaine public par les commerçants et artisans  |  59.00 €  |  60.00 €  |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 1 fois/semaine - sans électricité |  45.00 €  |  46.00 €  |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 1 fois/semaine - avec électricité |  85.00 €  |  90.00 €  |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 2 fois/semaine - sans électricité |  67.50 €  |  68.00 €  |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 2 fois/semaine - avec électricité |  140.00 €  |  150.00 €  |
| Emplacement publicitaire par m² |  50.00 €  |  51.00 €  |
| **Locations Estrade** |  |  |
| 1ère location par association de la commune | 0.00 € | 0.00 € |
| Estrade livrée sans montage aux associations **de Maine Cœur Sarthe** |  153.00 €  |  156.00 €  |
| Estrade livrée avec montage et démontage aux associations **de Maine Cœur Sarthe** |  306.00 €  |  312.00 €  |
| caution |  500.00 €  |  500.00 €  |
| **Locations Canoës** |  |  |
| par canoë à la demi-journée |  10.00 €  |  10.00 €  |
| par canoë à la journée |  15.00 €  |  15.00 €  |
| caution par canoë |  500.00 €  |  500.00 €  |
| **Camping** |  |  |
| Forfait journalier (2 personnes+ emplacement + électricité +véhicule) |  10.40 €  |  10.40 €  |
| Adulte |  2.80 €  |  2.80 €  |
| Enfant –7ans |  1.45 €  |  1.45 €  |
| Emplacement |  1.80 €  |  1.80 €  |
| Véhicule |  1.90 €  |  1.90 €  |
| Branchement Électrique (6A) |  4.00 €  |  4.00 €  |
| Garage mort |  4.60 €  |  4.60 €  |
| Animal |  1.00 €  |  1.00 €  |
| Douche (Seulement pour les personnes extérieures au camping) |  1.30 €  |  1.30 €  |
| Borne Camping-Car |  3.00 €  |  3.00 €  |
| *Taxe de séjour / personne / nuit (tarif Com Com Maine Cœur de Sarthe 2020) information* |  0.22 €  |  0.22 €  |
| *Guide de randonnées Maine Cœur de Sarthe* |  7.00 €  |  7.00 €  |
| **Salle Polyvalente : 100 personnes** |  |  |
| Caution |  500.00 €  |  500.00 €  |
| Arrhes (sauf vin d'honneur) |  100.00 €  |  100.00 €  |
| Heure de ménage |  51.00 €  |  53.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant de la Commune et Personnel Communal |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  86.00 €  |  86.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  262.00 €  |  262.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  353.00 €  |  353.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant de la Commune et Personnel Communal |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  121.00 €  |  121.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  332.00 €  |  332.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  473.00 €  |  473.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant hors de la Commune |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  116.00 €  |  116.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  332.00 €  |  332.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  472.00 €  |  472.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant hors de la Commune |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  151.00 €  |  151.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  402.00 €  |  402.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  573.00 €  |  573.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  90.00 €  |  90.00 €  |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  - €  |  - €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  125.00 €  |  125.00 €  |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  - €  |  - €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association hors de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  120.00 €  |  120.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association hors de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  155.00 €  |  155.00 €  |
| **Salle du Pont d'Orne : 50 personnes** |  |  |
| Caution |  500.00 €  |  500.00 €  |
| Arrhes (sauf vin d'honneur) |  100.00 €  |  100.00 €  |
| Heure de ménage |  51.00 €  |  53.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant de la Commune et Personnel Communal |   |   |
| Sépultures (pas de prêt de vaiselle) **2h maximum** |  15.00 €  |  15.00 €  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  86.00 €  |  86.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  167.00 €  |  167.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  267.00 €  |  267.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant de la Commune et Personnel Communal |   |   |
| Sépultures (pas de prêt de vaiselle) **2h maximum** |  50.00 €  |  50.00 €  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  121.00 €  |  121.00 €  |
| Location 1 journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  237.00 €  |  237.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  337.00 €  |  337.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant hors de la Commune |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  107.00 €  |  107.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  198.00 €  |  198.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  330.00 €  |  330.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant hors de la Commune |   |   |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  142.00 €  |  142.00 €  |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  268.00 €  |  268.00 €  |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  400.00 €  |  400.00 €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  85.00 €  |  85.00 €  |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) | 0.00 € |  - €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  120.00 €  |  120.00 €  |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) | 0.00 € |  - €  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association hors de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  120.00 €  |  120.00 €  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association hors de la Commune |   |   |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, sauterie, buffet campagnard) |  155.00 €  |  155.00 €  |
| **REPROGRAPHIE** |   |   |
| tarif recto par format A4 noir et blanc |  0.18 €  |  0.18 €  |
| tarif recto par format A4 couleur |  0.50 €  |  0.50 €  |
| tarif par CD |  2.75 €  |  2.75 €  |
| tarif hors format sur devis |   |   |
| **CIMETIERE** |   |   |
| concession 15 ans (2,50 m²) |  250.00 €  |  255.00 €  |
| Concession Trentenaire (2,50m²) |  350.00 €  |  357.00 €  |
| Cavurne (15 ans)  |  200.00 €  |  204.00 €  |
| Cavurne (30 ans) |  300.00 €  |  306.00 €  |
| Columbarium (15 ans) |  300.00 €  |  306.00 €  |
|  Caveau provisoire (par jour à partir du 3ème jour) |   |  5,00 € |
| **MISE A DISPOSITION PERSONNEL ET MATERIEL AU COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EPCI** |   |
| 1 Heure |  51.00 €  |  53.00 €  |  |
| **MISE A DISPOSITION A LA MAISON DES PROJETS** |   |   |
| **Frais d'entretion utilisation accueil périscolaire** |  |  |  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10 |   |   |  |
| journée en semaine scolaire |  53.00 €  |  55.00 €  |  |
| semaine en vacances scolaires (proratisé en fonction du nombre de jours utilisés) |  269.00 €  |  278.00 €  |  |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04 |   |   |  |
| Journée en semaine scolaire |  65.00 €  |  67.00 €  |  |
| semaine en vacances scolaires (proratisé en fonction du nombre de jours utilisés) |  322.00 €  |  333.00 €  |  |
| **Location salle du Pont d'Orne (du lundi matin au vendredi soir)** |  |  |  |
| semaine petites vacances scolaires |  423.00 €  |  431.00 €  |  |
| semaine de juillet ou d'août |  423.00 €  |  431.00 €  |  |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide (16 pour, 2 abstentions), d’appliquer les tarifs précédents pour 2024 et annule la délibération 2023-066

1. **Délibération N° DEL-24-004** **Facturation mise à disposition**

Monsieur le Maire propose de facturer la journée de mise à disposition du responsable des services techniques à 210,00€ par jour à la mairie de Teillé pour 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l’unanimité de facturer la journée de mise à disposition au tarif de 210,00 €

1. **Commission Communale des Impôts**

Retiré, car lors de l’absence d’un commissaire titulaire, les commissaires suppléants peuvent être choisis indifféremment. Mme GUYON Stéphanie n’a pas besoin d’être remplacée en commissaire suppléant.

1. **Délibération N° DEL-24-0****05 Loi APER**

Le Maire informe le conseil municipal que :

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, notamment son article 15,

M le Maire présente les zones identifiées comme zones d’accélération pour le développement des énergies renouvelables ainsi que les arguments ayant conduit à ces propositions de zones.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 13 au 27 janvier 2024 à l’accueil de la Mairie

Les zones concernées sont les suivantes : ([type d’énergie 1] – [parcelle cadastrées 1] – [surface totale 1])

* **Photovoltaïque toiture :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **AB** | 27 | 1050 m² |
| 29 | 1285 m² |
| 30 | 286 m² |
| 137 | 11828 m² |
| 179 | 1278 m² |
| 178 | 2289 m² |
| 185 | 4777 m² |
| 186 | 1171 m² |
| 187 | 454 m² |
| 188 | 4636 m² |
| 191 | 622 m² |
| 192 | 5780 m² |
| 195 | 307 m² |
| 196 | 9068 m² |
| 197 | 19 m² |
| 199 | 256 m² |
| 200 | 465 m² |
| 213 | 1007 m² |
| 218 | 988 m² |
| 222 | 151 m² |
| 223 | 1782 m² |
| 233 | 16605 m² |
| 247 | 2266 m² |
| 248 | 553 m² |
| 249 | 2483 m² |
| 250 | 457 m² |
| 251 | 7505 m² |
| 257 | 95 m² |
| 261 | 1165 m² |
| 262 | 661 m² |
| **AC** | 093 | 1015 m² |
| 107 | 512 m² |
| 115 | 1427 m² |
| 117 | 9165 m² |
| 312 | 1055 m² |
| 409 | 711 m² |
| 495 | 133 m² |
| 529 | 1177 m² |
| 652 | 116 m² |
| **ZB** | 120 | 3818 m² |
| 121 | 271031 m² |
| 124 | 3093 m² |
| 127 | 1011 m² |
| 125 | 3657 m² |
| 129 | 53 m² |
| 130 | 328 m² |
| 131 | 187 m² |
| 132 | 1806 m² |
| 133 | 90 m² |
| **ZC** | 003 | 33880 m² |
| 008 | 16770 m² |
| 026 | 210 m² |
| 033 | 6830 m² |
| 034 | 14620 m² |
| 035 | 730 m² |
| 082 | 2000 m² |
| 098 | 8508 m² |
| 105 | 1256 m² |
| 106 | 1500 m² |
| 107 | 7950 m² |
| 114 | 6899 m² |
| 115 | 5216 m² |
| 116 | 16668 m² |
| 117 | 2052 m² |
| **ZD** | 077 | 12063 m² |
| 080 | 3503 m² |
| **ZE** | 60 | 11218 m² |
| 199 | 3568 m² |
| 200 | 2662 m² |
| 218 | 2704 m² |
| 263 | 603 m² |
| 406 | 31820 m² |
| 537 | 1521 m² |
| 564 | 1538 m² |
| 565 | 4022 m² |
| 566 | 1676 m² |
| 567 | 1470 m² |
| 568 | 2324 m² |
| 570 | 22 m² |
| 571 | 15294 m² |
| **ZH** | 005 | 117210 m² |
| 100 | 135936 m² |
| 101 | 3474 m² |
| **ZI** | 074 | 15244 m² |
| 076 | 39331 m² |
| **ZK** | 017 | 43650 m² |
| 045 | 38094 m² |

* **Photovoltaïque au sol / agrivoltaïque :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **AB** | 27 | 1050 m² |
| 29 | 1285 m² |
| 36 | 1310 m² |
| 150 | 826 m² |
| 174 | 110 m² |
| 192 | 5780 m² |
| 196 | 9068 m² |
| 233 | 16605 m² |
| 234 | 1173 m² |
| 251 | 7505 m² |
| 137 | 11828 m² |
| 229 | 663 m² |
| **AC** | 687 | 10439 m² |
| 115 | 1427 m² |
| 117 | 9165 m² |
| **ZE** | 59 | 372 m² |
| 60 | 11218 m² |
| 406 | 31820 m² |
| **ZL** | 4 | 72600 m² |
| 118 | 30350 m² |

* **Méthanisation :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **ZE** | 60 | 11218 m² |
| 406 | 31820 m² |

* **Eolien :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **ZA** | 10 | 156480 m² |
| 12 | 94150 m² |
| 13 | 98450 m² |
| 14 | 106100 m² |

* **Solaire thermique :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **ZI** | 76 | 39331 m² |

* **Solaire thermique :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **SECTION** | **NUMÉRO PARCELLE** | **SUPERFICIE TOTALE** |
| **AC** | 115 | 1427 m² |
| 117 | 9165 m² |
| 93 | 1015 m² |
| 652 | 116 m² |
| 495 | 133 m² |
| 107 | 512m² |
| 409 | 711 m² |

M le Maire soumet cette proposition de zones à délibération.

Suite à l’exposé de M le Maire et après avoir délibéré, le conseil municipal à l’unanimité :

* DEFINIT comme zones d’accélération des énergies renouvelables de la commune les zones proposées figurant ci-dessus
* VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones à M le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département de la Sarthe, ainsi qu’à la Communauté de Communes Maine Cœur de Sarthe
* VALIDE LE PRINCIPE de l’intégration de ces zones dans le document d’urbanisme de la commune dès que la cartographie départementale sera arrêtée, en application du II de l’article L. 153-31 du code de l’urbanisme.]
1. **Délibération N° DEL-24-006** **Convention espace conseil énergie climat du syndicat mixte du Mans**

M le Maire expose :

Au cours de la cérémonie des vœux en date du 24 janvier 2023, le Président du syndicat mixte du Pays du Mans a annoncé sa volonté de voir créer à l’échelle du Pays, un service de type Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC).

A ce titre, une consultation en date du 1er juin 2023 a été réalisée auprès de l’ensemble des Maires et Présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du Pays du Mans, suivie d’un séminaire le 18 octobre 2023 à La Chapelle-Saint-Aubin afin que chacun puisse mesurer l’intérêt de la création d’un tel espace pour sa collectivité ou son EPCI.

Par délibérations n° 20230705\_1A et 20231018\_1 des comités syndicaux du Pays du Mans en date des 5 juillet 2023 et 18 octobre 2023, les emplois nécessaires à la création de l’Espace Conseil Energie Climat ont été créés pour anticiper d’éventuels difficultés de recrutement.

Par délibération n° 20231218\_5 du 18 décembre 2023, le comité syndical du Pays du Mans a décidé de créer ledit espace à l’échelle du territoire du Pays du Mans à compter du 1er janvier 2024 avec une mise en service au plus tard au 1er juillet 2024 ainsi que son budget lequel prendra la forme d’un budget annexe en rappelant les missions dédiées :

**Pour les collectivités : aider à agir sur le patrimoine des collectivités**

* + Économiser l’énergie, favoriser les nouveaux modes de construction et passer aux énergies renouvelables,
	+ Aider à la recherche de financements,
	+ Sensibiliser et former aux usages,
	+ Échanger, partager et former.

**Pour le grand public : accompagner les particuliers et le petit tertiaire privé**

* + Favoriser les nouveaux modes de construction et d’habitat,
	+ Économiser l’énergie et passer aux énergies renouvelables,
	+ Échanger, partager et former.

sous réserve des conditions suivantes :

* Adhésion par délibération à l’Espace Conseil Energie Climat (EC²) via le versement d’une cotisation de 1.40 €/habitant/an pour les communes et 0.20 €/habitant/an pour les EPCI et la signature d’une convention dont un projet est annexé à la présente délibération. Il est précisé que le conventionnement avec Le Mans Métropole et ses communes membres fera l’objet d’une convention spécifique en raison des services déjà existant au sein de son organisation interne,
* Durée de l’adhésion fixée à 4 ans (échéance 2027/2028),
* Nouvelles adhésions possibles uniquement à compter de 2026 (après échéances électorales),
* Maintien de la cotisation PTRE (0.50 €/habitant) laquelle basculera du budget principal du Pays vers son budget annexe EC² en 2024.

Cet exposé entendu, Monsieur le Maire propose que l’assemblée présente,

* **DECIDE** del’adhésion de la commune de Montbizot, à l’Espace Conseil Energie Climat du Pays du Mans à compter du 1er janvier 2024 ;
* **APPROUVE** l’ensemble des conditions susvisées sachant que l’appel à cotisations 2024 se fera pour une année complète,
* **AUTORISE** Madame, Monsieur le Maire à signer la convention d’adhésion avec le Pays du Mans et tous documents se rapportant à cette affaire,
* **AUTORISE** Madame, Monsieur le Maire à prendre toutes dispositions nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

Vu les statuts du syndicat mixte du Pays du Mans,

Vu la délibération n° 20231218\_5 du 18 décembre 2023 décidant de la création d’un espace Conseil Energie Climat (EC²),

Conformément au Code Générale des Collectivités Locales (CGCT), notamment son article L. 2121-29 qui dispose que la commune règle par ses délibérations les affaires du syndicat,

Cet exposé entendu, après en avoir délibéré, à l’unanimité,

Le conseil municipal,

* **DECIDE** del’adhésion de la commune de Montbizot, à l’Espace Conseil Energie Climat du Pays du Mans à compter du 1er janvier 2024 ;
* **APPROUVE** l’ensemble des conditions susvisées sachant que l’appel à cotisations 2024 se fera pour une année complète,
* **AUTORISE** Madame, Monsieur le Maire à signer la convention d’adhésion avec le Pays du Mans et tous documents se rapportant à cette affaire,
* **AUTORISE** Madame, Monsieur le Maire à prendre toutes dispositions nécessaires à l’exécution de la présente délibération.
1. **Divers**
* Fonds territorial d’accessibilité pour les petits commerçants
* Urgence 114
* Projet JBOX
* Point achat de la Gare (prix vente 17 000 + 24 861.12 + différentes servitudes) : pas intéressé à ce tarif
* Point communautaire :
	+ SCOT Mobilité : discussion sur une ligne express à choisir sur 2 propositions
* Point commissions :
	+ Accueil nouveaux habitants : le samedi 27 janvier, 10 personnes environs
	+ Grève du 1er février 7 classes/8 : on ne peut assurer le service minimum
	+ Téléphonie : fin du réseau cuivre le 31/01/2027
* Calendrier des prochains conseils et commissions.

**Dates à retenir :**

6 février Commission communale des Impôts

9 février Signature Fondation du Patrimoine

22 février Conseil Municipal

26 mars CCAS

2 avril Conseil Municipal

1 juin fête de la musique

**9 juin Elections Européennes**

7 septembre festival des Associations à Sainte Jamme

Fin de séance : 21h50

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Alain BESNIER | Laurent CAURET(Procuration à Brigitte GAIGNARD) | Brigitte GAIGNARD  |
| Daniel ALAIN(Procuration à Eugène BESNARD) | Éric VÉRITÉ(Procuration à Alain BESNIER) | Pierre DELAHAIE |
| Alice JEANNE | Dominique ANDRÉ | Eugène BESNARD |
| Laurent BOBOUL(Procuration à Richard MAREAU) | Caroline ÉVRARD(Procuration à Alice JEANNE) | Pascale LERAY |
| José SAMPAIO-COELHO(Procuration à André DOMINIQUE) | Stéphanie CANTIN | Béatrice OLIVIER(Procuration à Yohann PIERRE) |
| Richard MAREAU | Yohann PIERRE | Aurélie JAMIN(Procuration à Pascale LERAY) |